



**Conseils d'administration du
Programme des Nations Unies pour
le développement, du Fonds des
Nations Unies pour la population et
du Bureau des Nations Unies pour les
services d'appui aux projets**

Distr. générale
26 April 2023*

Original : anglais

Session annuelle de 2023

Du 5 au 9 juin 2023, New York

Point 13 de l'ordre du jour provisoire

FNUAP – Évaluation

Fonds des Nations Unies pour la population

Rapport annuel de 2022 sur la fonction d'évaluation

Rapport de la Directrice, Bureau de l'évaluation

Résumé

Le présent rapport fournit des informations sur la performance de la fonction d'évaluation aux niveaux centralisé et décentralisé, fait le point sur la contribution du FNUAP à la cohérence entre les fonctions d'évaluation dans l'ensemble des Nations Unies, ainsi que sur le renforcement des capacités nationales d'évaluation. En outre, il présente le programme de travail et le budget 2023 à l'intention du Bureau de l'évaluation.

Éléments de décision

Le Conseil d'administration souhaitera peut-être : (a) prendre note du rapport annuel sur la fonction d'évaluation, ainsi que du programme de travail et du budget du Bureau de l'évaluation en 2023 ; (b) se féliciter des résultats obtenus dans le cadre des indicateurs de performance de l'évaluation, ainsi que de l'adaptabilité et de la réactivité continues de la fonction d'évaluation aux contextes locaux et aux défis mondiaux nouveaux et émergents ; (c) se féliciter des résultats obtenus en contribuant aux efforts d'évaluation à l'échelle du système des Nations Unies et en encourageant le renforcement des capacités nationales d'évaluation ; (d) se féliciter de la mise à jour de l'examen par les pairs de la fonction d'évaluation, qui éclairera la révision de la politique d'évaluation ; (e) demander au Bureau de l'évaluation de présenter une politique d'évaluation révisée pour approbation par le Conseil d'administration lors de la première session ordinaire en 2024 ; et (f) encourager le FNUAP à continuer de renforcer la capacité de la fonction d'évaluation décentralisée et des évaluations humanitaires ainsi qu'à augmenter les investissements dans la fonction d'évaluation.



I. Introduction

Conformément à « Notre Programme commun » du Secrétaire général des Nations Unies, l'évaluation contribue à accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable ainsi que du Plan stratégique du FNUAP, 2022-2025

1. Notre planète compte aujourd'hui 8 milliards d'habitants. Cette étape nous rappelle l'importance des droits, des choix et de la dignité pour tous. Cependant, le monde d'aujourd'hui est confronté à des défis massifs, interconnectés et complexes, d'une ampleur inégalée depuis une génération. Afin de tracer une nouvelle voie, le rapport du Secrétaire général des Nations Unies, intitulé « Notre Programme commun », était également un appel à l'action pour se remettre sur la voie de la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Conformément à cet appel, l'évaluation au FNUAP renforce la solidarité mondiale et le multilatéralisme, fait progresser les droits de l'homme, fournit une indication sur les grandes tendances émergentes et contribue à inverser la « guerre contre la science ».¹ En outre, en soutenant la prise de décision, l'apprentissage et l'adaptation, l'évaluation continue d'être un multiplicateur de progrès vers la réalisation des trois résultats transformateurs du FNUAP : mettre fin aux besoins non satisfaits en matière de planification familiale, mettre fin aux décès maternels évitables et mettre fin à la violence fondée sur le genre et aux pratiques préjudiciables.

2. Étant donné que l'évaluation est une source de preuves basées sur des faits et une rigueur méthodologique, le plaidoyer continu du Bureau de l'évaluation du FNUAP pour l'utilisation de l'évaluation dans la politique et la prise de décision, contribue à renverser l'« infodémie »² qui sévit aujourd'hui. Pour un multilatéralisme plus fort, plus en réseau et plus inclusif, le Bureau de l'évaluation a étendu son travail sur les capacités et les systèmes d'évaluation nationaux en établissant des partenariats d'évaluation multipartites plus solides. La campagne de plaidoyer de la Décennie de l'évaluation pour l'action (Eval4Action), menée conjointement par le Bureau de l'évaluation, EvalYouth et le Forum mondial des parlementaires pour l'évaluation (GPFE), plaide en faveur d'une évaluation influente à tous les niveaux. Le renforcement de la solidarité intergénérationnelle avec les jeunes dans le domaine de l'évaluation par le biais d'un plaidoyer soutenu co-dirigé par de jeunes évaluateurs est un point central de la fonction d'évaluation.

3. Conformément aux modalités accrues des programmes conjoints et en réponse à la réforme du système de développement des Nations Unies, le Bureau de l'évaluation a continué à donner la priorité aux évaluations conjointes et à l'échelle du système : 61 % des évaluations centralisées en 2022 étaient des évaluations conjointes ou à l'échelle du système. Afin de continuer à fournir des enseignements et des connaissances pertinents en matière d'évaluation pour la prise de décision et l'apprentissage à l'échelle du système des Nations Unies, le Bureau de l'évaluation dirige ou contribue à plusieurs métasynthèses à l'échelle du système, notamment sur (a) la Stratégie des Nations Unies pour la jeunesse 2030 ; (b) l'Objectif de développement durable 5 (ODD 5) ; et (c) les ODD sur les partenariats, la paix, les populations et la planète.

4. La multitude de crises humanitaires qui se chevauchent et la pandémie de COVID-19 qui ne faiblit pas ont fait naître le besoin d'une approche agile et réactive en matière d'évaluation. Face à ces défis, le Bureau de l'évaluation a fait preuve de souplesse et de capacité d'adaptation pour mener à bien son programme de travail de base, notamment en explorant les moyens de tirer parti de l'intelligence artificielle pour améliorer l'efficacité et l'efficacé de la fonction d'évaluation.

A. Un groupe d'examen par les pairs intergénérationnel et géographiquement diversifié de la fonction d'évaluation du FNUAP

5. Compte tenu des changements importants intervenus dans les contextes externe et interne, la politique d'évaluation est actuellement en cours de révision, au cours de l'année 2023, dans le but de garantir une fonction d'évaluation plus forte et plus intégrée qui fournit des données probantes crédibles pour aider le FNUAP à réaliser son mandat. La politique d'évaluation révisée sera soumise à l'approbation du Conseil lors de la première session ordinaire de 2024. Cette révision sera éclairée par un groupe d'examen par les pairs du GNUE composé d'un groupe géographiquement et intergénérationnellement diversifié, comprenant une jeune évaluatrice du Mexique, un parlementaire du Sri Lanka, ainsi que des experts en évaluation du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), de l'UNICEF, de la Direction du développement et de la coopération suisse et de l'Afrique du Sud.

¹ A/75/982. Notre Programme commun : rapport du Secrétaire général. <https://digitallibrary.un.org/record/3939258?ln=en>

² Ibid.

La grande diversité des membres du groupe d'examen par les pairs apportera de nouvelles perspectives à la fonction d'évaluation. Cette diversité est également une première dans l'histoire du GNUE parmi les groupes d'examen par les pairs.

6. Le groupe d'examen par les pairs a mené des entretiens et des consultations approfondis avec les membres du Comité exécutif du FNUAP, le Bureau de l'évaluation, les bureaux régionaux et de pays, ainsi qu'avec des partenaires extérieurs, notamment le GNUE et les membres du Conseil d'administration. Le projet de rapport d'examen par les pairs, prévu pour juin 2023, sera ensuite présenté au Conseil d'administration lors d'une réunion informelle par le président du groupe d'examen par les pairs.

B. Adapter les évaluations à la pandémie de COVID-19 et à d'autres défis émergents

7. Grâce à la levée progressive des restrictions de voyage dans le monde entier en 2022, la plupart des évaluations décentralisées au niveau des programmes ont eu recours aux méthodes classiques de collecte de données, tout en tirant parti d'une approche hybride associant visites à distance et visites sur place. Il s'agissait là d'une occasion importante d'approfondir la rigueur méthodologique par des observations directes et de recueillir de manière significative les diverses voix des personnes laissées pour compte. Dans les cas où les restrictions de voyage étaient encore en vigueur, le Bureau de l'évaluation a maximisé l'utilisation de la technologie et des options de communication en ligne. Cela a été renforcé par un engagement accru de l'expertise dans le pays, y compris des évaluateurs jeunes et émergents, contribuant aux capacités d'évaluation au niveau national.

8. Toutes les évaluations centralisées et décentralisées ont intégré une ligne d'enquête spécifique concernant la réponse du FNUAP à la pandémie de COVID-19. En outre, une évaluation centralisée de la résilience organisationnelle du FNUAP face à la pandémie de COVID-19 a été lancée en novembre 2022.³ Le Bureau de l'évaluation a également pris part à plusieurs initiatives à l'échelle du système dans le cadre de la réponse à la crise sanitaire actuelle. Il s'agit notamment de la cogestion de l'évaluation humanitaire interinstitutions de la réponse humanitaire à la COVID-19 et de la participation à la coalition mondiale d'évaluation de la COVID-19. Dans l'ensemble, la flexibilité et l'adaptation continues de la fonction d'évaluation, adaptées aux spécificités des contextes locaux et aux défis mondiaux, lui ont permis de rester utile et réactive tout en favorisant la responsabilisation et l'apprentissage organisationnel.

C. Plaidoyer pour une évaluation influente pendant la campagne Eval4Action

9. Le Bureau de l'évaluation, en collaboration avec EvalYouth et le GPFE, a poursuivi la mise en œuvre de la campagne « Eval4Action », qui vise à accélérer la réalisation des Objectifs de développement durable au cours de la Décennie d'action. Suivant une approche très inclusive, intergénérationnelle et participative, la campagne, en moins de trois ans, compte aujourd'hui plus de 160 partenaires dans le monde entier.

10. En mai 2022, la campagne Eval4Action a lancé l'initiative « Youth in Evaluation » (*Les jeunes dans le domaine de l'évaluation*), intensifiant ainsi l'élan et l'implication mondiaux en faveur d'un engagement significatif de la jeunesse et des jeunes évaluateurs dans l'évaluation. L'événement a marqué la publication du manifeste « Youth in Evaluation »⁴ en six langues, qui compte près de 600 signataires (138 organisations et 461 individus), dont des gouvernements, des agences internationales, des organisations volontaires pour l'évaluation professionnelle (VOPE), des universités, des organisations non gouvernementales (ONG), des organisations de jeunes et le secteur privé. Par exemple, les gouvernements de l'Argentine, du Costa Rica, de l'Équateur, de l'Inde, du Kenya, du Mexique, du Nigeria et de l'Ouganda ont approuvé le manifeste, tout comme les bureaux de l'évaluation de l'Organisation internationale du travail (OIT), du PNUD, du FNUAP, de la Banque mondiale, de la Banque asiatique de développement, de la Banque africaine de développement et de quatre des centres régionaux CLEAR (pour l'Afrique anglophone, l'Afrique francophone, l'Amérique latine et les Caraïbes, et l'Asie du Sud), parmi d'autres.

11. Pour concrétiser la vision du manifeste, Eval4Action a facilité un processus de co-création de « normes sur l'amélioration de l'engagement significatif des jeunes dans l'évaluation ». Ces normes fournissent une feuille de route pour améliorer la pratique et la responsabilisation en matière d'implication des jeunes dans l'évaluation. À la suite de dialogues intergénérationnels et inclusifs, des normes sur mesure ont été élaborées pour des groupes cibles

³ La portée de l'évaluation, initialement prévue pour se concentrer sur la réponse du FNUAP à la pandémie de COVID-19, a été élargie à une évaluation de la capacité du FNUAP à anticiper, à s'adapter et à répondre aux futures crises mondiales.

⁴ Voir : <https://www.eval4action.org/youth-in-evaluation-manifesto-english>.

spécifiques, tels que les agences internationales, les VOPE, les gouvernements, les organisations de jeunes, les universités, les ONG et le secteur privé.

12. En collaboration avec les VOPE régionaux et les sections régionales d'EvalYouth, la campagne Eval4Action a également lancé des centres de communication gérés par des bénévoles dans sept régions. Les centres comprennent près de 50 bénévoles, avec de jeunes évaluateurs au premier plan, qui renforcent les communications et le plaidoyer en matière d'évaluation. Dans le prolongement de la campagne vidéo « Walk the Talk » d'Eval4Action en 2021, où la communauté de l'évaluation a présenté des actions institutionnelles et individuelles visant à faire progresser l'évaluation influente, six blogs « Walk the Talk » ont été publiés en 2022 pour croiser les actions et les enseignements en matière d'évaluation influente.

II. Performance de la fonction d'évaluation

13. Comme les années précédentes, le rapport annuel de cette année donne un aperçu des résultats obtenus en 2022 par rapport à certains indicateurs clés de performance et fait le point sur les progrès accomplis au fil du temps. Afin de renforcer un mécanisme cohérent de responsabilisation et d'apprentissage autour des résultats collectifs, un indicateur sur l'implication du Bureau de l'évaluation aux évaluations conjointes ou à l'échelle du système a été ajouté cette année.

Tableau 1
Tendances des indicateurs clés de performance, 2014-2022

<i>Indicateur clé de performance (%)</i>	<i>Description</i>	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	<i>Évaluation globale</i>
1. Ressources financières investies dans la fonction d'évaluation	Dépenses pour l'évaluation en pourcentage des dépenses totales du programme	0,45	0,69	0,91	0,83	0,96	0,98	0,83 0,94*	0,83 0,874**	0,80	Tendance stable due à une augmentation significative des dépenses totales du FNUAP
2. Ressources humaines pour le suivi et l'évaluation	Pourcentage de bureaux de pays dotés de centres de liaisons ou de fonctionnaires pour le suivi et l'évaluation	100	95,9	99,2	96,7	96,6	96,1	97,0	99	100	Atteints
3. Couverture des évaluations	Pourcentage de bureaux de pays ayant effectué une évaluation du programme de pays une fois tous les deux cycles	-	-	-	80	90	97	97,3	96,5	95	Atteints (objectif de 90 %)
4. Taux d'exécution des évaluations	Pourcentage des évaluations au niveau du programme mis en œuvre comme prévu	-	-	60	55	92	92,7	88,9	94,4	100	Atteints (objectif de 90 %)
5. Qualité des évaluations	Pourcentage des évaluations au niveau du programme avec comme note « bien » ou « très bien »	50	77	92	95	80	100	100	100	96	Atteints (objectif de 90 %)
6. Rapports d'évaluation publiés sur la base de données d'évaluation	Pourcentage de rapports d'évaluation au niveau du programme publié sur la base de	100	100	100	100	100	100	100	100	100	Atteints

données d'évaluation											
7. Présentation des réponses de la direction	Pourcentage de rapports d'évaluation achevés au niveau du programme avec soumission de la réponse de la direction	100	100	100	100	100	100	100	100	100	Atteints
8. Mise en œuvre de la réponse de la direction	Pourcentage de mesures proposées dans la réponse de la direction réellement mises en œuvre	76,5	78,0	78,5	84,4	89,5	84	90,0	95,0	95,0	Atteints (objectif de 90 %)
9. Utilisation de l'évaluation dans l'élaboration des programmes	Pourcentage de nouveaux descriptifs de programmes de pays dont la conception a été clairement influencée par l'évaluation	-	-	-	-	79,8	100	100	100	100	Atteints (objectif de 95 %)
10. Participation à des évaluations centralisées à l'échelle du système et conjointes	Pourcentage d'évaluations conjointes et à l'échelle du système par rapport au total des évaluations centralisées	-	-	-	-	-	54	57	57	61	Atteints (objectif de 50 %)

* Le budget alloué d'origine pour la fonction d'évaluation (aux niveaux centralisé et décentralisé) par rapport aux dépenses totales du programme du FNUAP pour 2020.

** Le budget alloué d'origine pour la fonction d'évaluation (aux niveaux centralisé et décentralisé) par rapport aux dépenses totales du programme du FNUAP pour 2021.

Source : Bureau de l'évaluation et Division des politiques et de la stratégie du FNUAP

14. Le Bureau de l'évaluation a mené une série d'actions visant à améliorer et à consolider les systèmes, les processus et les capacités d'évaluation. Les investissements réguliers et continus réalisés au fil des années ont permis d'obtenir des résultats durables en matière d'amélioration de la qualité, de la couverture et de l'utilité des évaluations.

15. En capitalisant sur les forces établies au fil du temps, tous les indicateurs clés de performance ont affiché une trajectoire stable en 2022. Reflétant l'augmentation des revenus de l'organisation, les dépenses d'évaluation ont presque triplé entre 2014 et 2022, atteignant les dépenses les plus élevées (en termes absolus) dans la fonction d'évaluation, comme le montre le tableau 2 ci-dessous. Les ressources humaines consacrées à l'évaluation sont restées stables au fil du temps, 58 % des bureaux ayant déclaré au moins un spécialiste du suivi et de l'évaluation, tandis que les 42 % restants ont indiqué avoir nommé un centre de liaison pour la fonction de suivi et d'évaluation.

16. L'année écoulée a également été marquée par une tendance positive à l'amélioration de la couverture des évaluations, ce qui a permis de disposer d'un ensemble croissant de données probantes d'évaluation pour éclairer la formulation des programmes et la prise de décision. Conformément à la politique d'évaluation, 95 % des bureaux ont effectué au moins une évaluation de programme de pays (EPP) en l'espace de deux cycles, contre 80 % en 2017. En particulier, plusieurs bureaux de pays ont constaté une tendance à la hausse notable des EPP réalisées au cours de chaque cycle de programme de pays. Pour la première fois, toutes les évaluations prévues au niveau des programmes de pays ont été mises en œuvre en 2022 (60 % en 2016).

17. Bien que le pourcentage de rapports jugés « bons » ou « très bons » ait légèrement diminué, passant de 100 % en 2021 à 96 % en 2022, en chiffres absolus, un seul rapport a été jugé « passable », tandis que 13 rapports sur 23, soit plus de la moitié des rapports évalués, ont été jugés « très bons », et aucun rapport n'a été jugé « insatisfaisant ».

Ces réalisations ont été rendues possibles grâce à une approche à voies multiples qui combine une assurance qualité rigoureuse, un soutien ciblé et un renforcement des capacités, ainsi que le soutien du Bureau de l'évaluation et des conseillers régionaux en matière de suivi et d'évaluation. Les mesures comprennent : (a) l'examen et l'approbation des mandats ; (b) la préqualification des consultants ; (c) le soutien technique et d'assurance qualité dans la conception de l'évaluation et pour les projets de rapports d'évaluation ; (d) la fourniture d'orientations et d'un cadre méthodologique ; et (e) l'évaluation externe de la qualité des rapports finaux.

18. Des progrès significatifs ont été constatés quant à la mesure dans laquelle les évaluations du FNUAP sont sensibles au genre. Pour la quatrième année consécutive, le FNUAP a dépassé l'indicateur de performance de l'évaluation du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies (UN-SWAP), avec un score de 10,5, identique à celui de 2021 et en augmentation de 5 % par rapport à 2020.

19. Comme les années précédentes, le taux de soumission des réponses de la direction est resté stable à 100 %, ce qui représente une tendance stable dans le temps. Le taux annuel d'exécution des réponses de la direction continue de montrer une tendance positive, atteignant 95 % en 2022. Tous les descriptifs de programme de pays (100 %) soumis au Conseil d'administration ont été éclairés par l'évaluation, par rapport à un niveau de référence de 79,8 % en 2018.

20. Afin de renforcer la cohérence et l'action conjointe, le Bureau de l'évaluation a continué à participer et à contribuer activement aux évaluations à l'échelle du système et conjointes : En 2022, 61 % des évaluations centralisées ont été menées sous la forme d'exercices conjoints ou à l'échelle du système. Ce faisant, le FNUAP soutient non seulement la responsabilisation conjointe, mais favorise également l'apprentissage à l'échelle du système pour obtenir des résultats collectifs tout en améliorant l'efficacité du programme.

21. Malgré ces progrès globaux significatifs, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour améliorer l'efficacité de la fonction d'évaluation au niveau décentralisé. Les compétences des centres de liaison/fonctionnaires pour le suivi et l'évaluation au niveau national varient d'un bureau à l'autre, y compris en ce qui concerne les compétences requises pour gérer des évaluations complexes. Cela est devenu particulièrement évident dans le contexte de l'échelle et de l'intensité croissantes des urgences humanitaires et de l'augmentation proportionnelle du financement de l'aide humanitaire. Compte tenu des compétences techniques nécessaires pour gérer ces évaluations complexes, les bureaux du FNUAP, y compris le Bureau de l'évaluation et les bureaux régionaux, devraient envisager de renforcer leurs capacités de suivi et d'évaluation. Il convient d'accorder la priorité à la résolution des problèmes liés à l'identification de consultants pluridisciplinaires et qualifiés. Ces défis ont encore illustré la nécessité d'un renforcement différencié et systématique des capacités d'évaluation, ciblant en particulier les bureaux dont les capacités sont insuffisantes.

22. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour s'assurer que toutes les EPP sont conçues et réalisées en temps utile afin de garantir l'utilité des conclusions et des recommandations. Bien qu'il y ait une grande volonté d'utiliser les résultats des évaluations, il reste encore beaucoup à faire pour distiller efficacement les enseignements et intégrer les connaissances tirées des évaluations dans la réflexion stratégique, programmatique et opérationnelle. L'allocation de ressources adéquates à la fonction d'évaluation et le maintien du mécanisme de cantonnement dans le cadre du système d'allocation des ressources sont essentiels pour maintenir les progrès réalisés dans tous les indicateurs clés de performance.

23. Pour aller de l'avant, la fonction d'évaluation doit continuellement adapter ses approches et ses processus afin d'informer et de soutenir de manière significative l'accélération des trois résultats transformateurs dans des contextes difficiles et en évolution rapide.

Indicateur clé de performance 1 : ressources financières

24. L'investissement dans l'évaluation a continué d'augmenter régulièrement aux niveaux décentralisé et centralisé, ayant presque triplé entre 2014 et 2022. Globalement, les dépenses pour la fonction d'évaluation en 2022 se sont élevées à 9,7 millions de dollars, le montant le plus élevé jamais dépensé pour la fonction d'évaluation. Sur le total des dépenses, 4,3 millions de dollars ont été dépensés au niveau centralisé, tandis que 5,4 millions de dollars ont été dépensés au niveau décentralisé (voir tableau 2). En termes relatifs, cela représente 0,80 % des dépenses totales du programme du FNUAP, contre 0,83 % en 2021. Bien que le ratio soit inférieur à la norme de la politique d'évaluation de 1,4 % à 3 % du budget total du programme pour la fonction d'évaluation, en termes réels, les dépenses totales pour la fonction d'évaluation en 2022 ont augmenté de 7 % par rapport à 2021 (9,03 millions de dollars). En termes d'économies d'échelle, à mesure que les revenus de l'organisation augmentent, la proportion des dépenses

d'évaluation diminue, même en cas de croissance nominale et d'investissements supplémentaires. Ainsi, la diminution relative du ratio des dépenses d'évaluation reflète l'augmentation des dépenses totales du programme en 2022.

25. Il est significatif que les dépenses de la fonction d'évaluation au titre des ressources ordinaires (y compris le budget institutionnel net) se soient élevées à 7,68 millions de dollars, soit 2,5 % des dépenses du programme en matière de ressources ordinaires du FNUAP, ce qui correspond à la limite supérieure de l'objectif fixé dans la politique d'évaluation. Ce calcul reflète mieux la mesure de cet indicateur clé de performance, étant donné que la quasi-totalité de la fonction d'évaluation du FNUAP est financée par des fonds sans affectation (soit par le budget institutionnel dans le cas du Bureau de l'évaluation, soit par les ressources ordinaires dans le cas des évaluations des programmes de pays).

Tableau 2
Dépenses dans la fonction d'évaluation, 2014-2022

(en millions de dollars)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Total des dépenses budgétaires du programme du FNUAP*	820,2	798,6	763,5	752,9	872,3	933,8	1 027,9	1 086,4	1 218,3
Dépenses totales de la fonction d'évaluation	3,69	5,52	6,94	6,30	8,40	9,13	8,53 (a) 9,64 (b)	9,03 (a) 9,48 (b)	9,7
<i>Bureau de l'évaluation</i>	2,38	2,63	3,71	3,36	4,23	3,9	3,2 (a) 4,31 (b)	3,88 (a) 4,33 (b)	4,3
<i>Fonction d'évaluation décentralisée</i>	1,31**	2,89	3,23	2,94	4,17***	5,23	5,33	5,15	5,4
Total des dépenses de la fonction d'évaluation en pourcentage des dépenses budgétaires du programme du FNUAP	0,45 %	0,69 %	0,91 %	0,83 %	0,96 %	0,98 %	0,83%(a) 0,94%(b)	0,83%(a) 0,87%(b)	0,80 %

* Le total des dépenses budgétaires du programme du FNUAP provient des rapports statistiques et financiers du FNUAP. Le budget du Bureau de l'évaluation provient du système financier du FNUAP, tandis que le budget de la fonction décentralisée comprend le budget pour les évaluations décentralisées, les activités de renforcement des capacités d'évaluation internes et nationales et les coûts de dotation en personnel.

** Les coûts de dotation en personnel décentralisés ne sont pas disponibles pour 2014. Le montant (1,31 million de dollars) ne reflète ainsi que le budget pour les évaluations.

*** La majeure partie de l'augmentation (de 2,94 millions de dollars en 2017 à 4,17 millions de dollars en 2018) est principalement attribuable à l'amélioration de l'évaluation des coûts, qui reflète désormais mieux la totalité des investissements dans les évaluations décentralisées.

(a) avec une réduction liée à la COVID-19

(b) sans réduction liée à la COVID-19

Indicateur clé de performance 2 : ressources humaines

26. Le Bureau de l'évaluation est constitué de 12 postes approuvés : un au niveau des services généraux, dix au niveau professionnel et un au niveau de la direction. Sur les 11 postes pourvus⁵, sept sont occupés par des femmes et quatre par des hommes, sept proviennent de pays en développement et quatre de pays développés. Le lieu d'affectation pour tout le personnel professionnel se situe à New York.

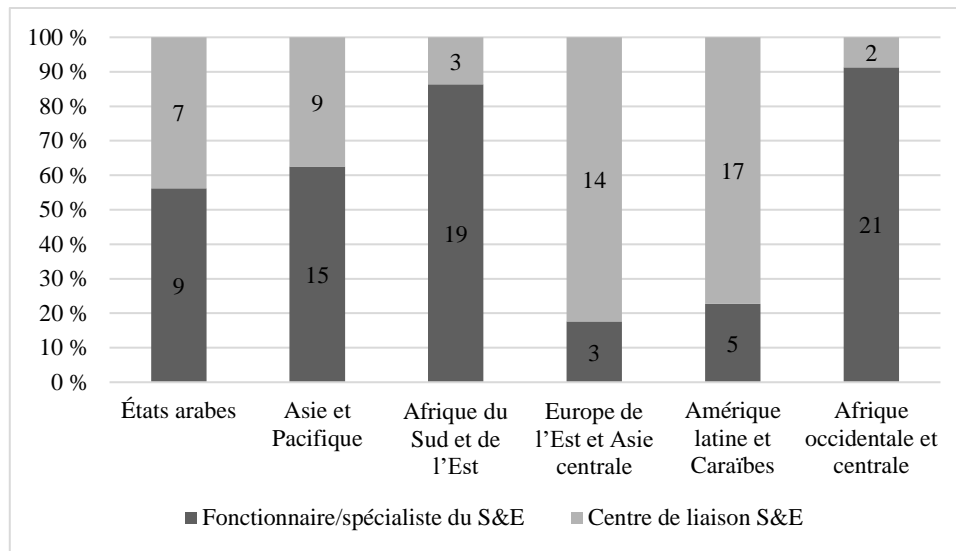
27. Le personnel des bureaux régionaux a été marqué par un taux de rotation relativement élevé, mais tous les postes sont désormais pourvus. Au niveau régional, le FNUAP dispose de six conseillers régionaux pour le suivi et l'évaluation du programme au niveau P5. Dans la région de l'Afrique occidentale et centrale, le Bureau de l'évaluation a affecté un conseiller en évaluation dans le cadre d'une affectation étendue afin de pourvoir temporairement le poste vacant de conseiller en suivi et évaluation de décembre 2021 à mai 2022.

28. Au niveau décentralisé, le profil du personnel diffère d'une région à l'autre. Au total, près de 100 % des bureaux de pays ont été dotés d'un fonctionnaire pour le suivi et l'évaluation (58 %) ou d'un centre de liaison chargé du suivi

⁵ Un poste était vacant.

et de l'évaluation (42 %). Le nombre de bureaux de pays dotés de fonctionnaires pour le suivi et l'évaluation a représenté une augmentation de 10 points de pourcentage, contre 48 % en 2018. Toutefois, leur niveau et leur ancienneté varient considérablement. À l'image de la taille et du portefeuille des bureaux, les fonctionnaires pour le suivi et l'évaluation sont concentrés dans les régions où les bureaux de pays sont plus importants, comme l'Afrique ainsi que l'Asie et le Pacifique, tandis que les centres de liaison sont en place principalement dans les régions où les bureaux de pays ont des budgets relativement plus modestes, comme l'Amérique latine, les Caraïbes, l'Europe de l'Est et l'Asie centrale.

Figure 1
Ressources humaines pour le suivi et l'évaluation, 2022, par région



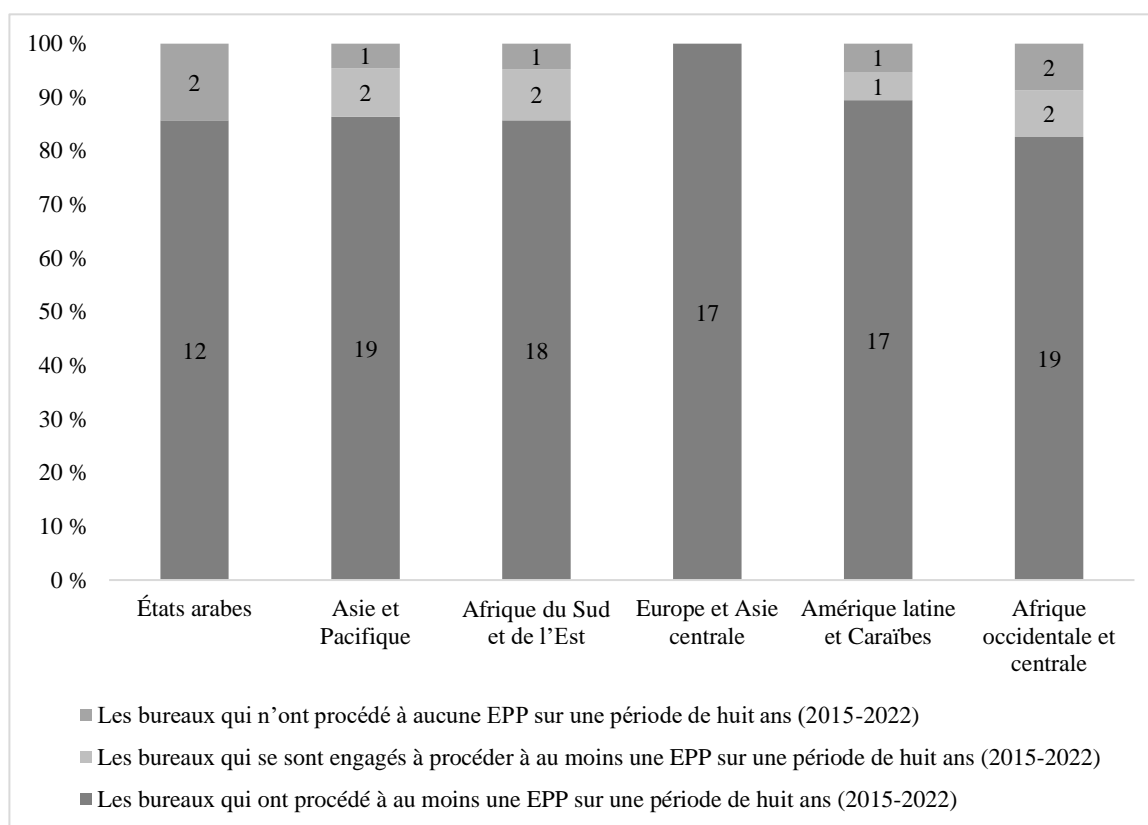
Source : Bureau de l'évaluation
Abréviation : S&E : suivi et évaluation

Indicateur clé de performance 3 : couverture des évaluations décentralisées au niveau du programme

29. Afin de garantir une base solide de données probantes issues des évaluations pour éclairer l'élaboration de programmes, la politique d'évaluation invite les bureaux de pays à mener une EPP au moins une fois tous les deux cycles de programme. La performance de cet indicateur clé de performance est restée solide, 95 % des bureaux de pays ayant achevé ou étant sur le point d'achever au moins une EPP au cours de la dernière période de huit ans (la durée habituelle de deux cycles de programme de pays).⁶

⁶ Il s'agit d'un intervalle de huit ans (2015-2022) d'évaluations de programmes de pays achevées, en cours et planifiées.

Figure 2
Couverture des évaluations par région, 2015-2022 (*)



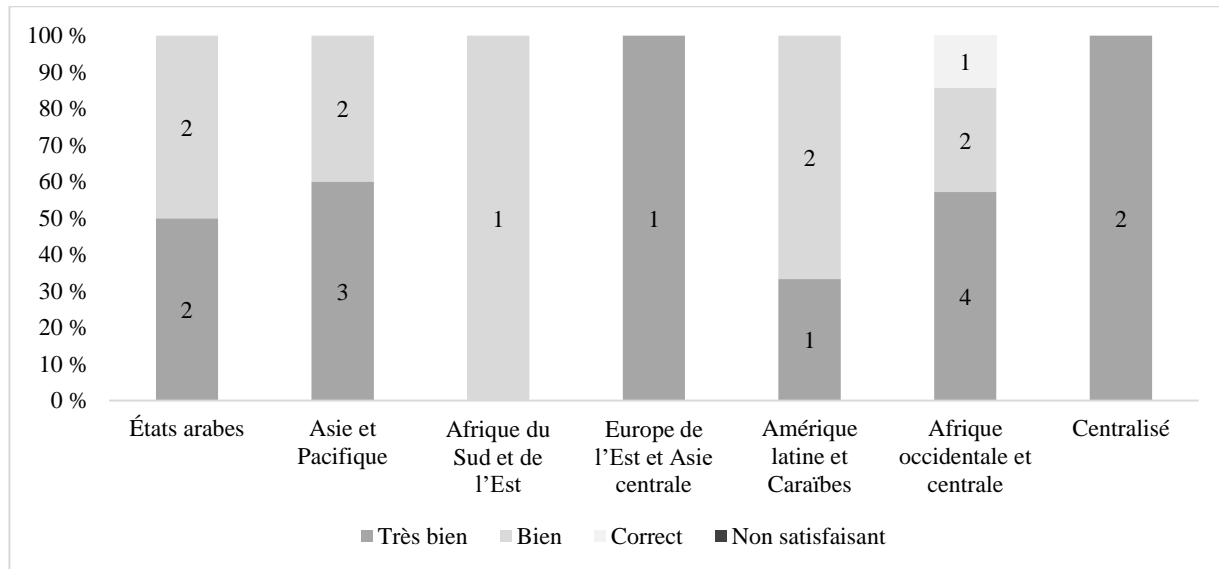
Indicateur clé de performance 4 : taux d'exécution des évaluations décentralisées prévues

30. Le taux de mise en œuvre des évaluations décentralisées prévues reste élevé. En 2022, 100 % des évaluations décentralisées au niveau des programmes ont été mises en œuvre. Un nombre record de 23 évaluations centralisées et décentralisées au niveau des programmes ont été achevées en 2022 (comme en 2021), contre 10 en 2018. Les conseils techniques et le soutien à l'assurance qualité délivrés aux bureaux de pays, en plus du mécanisme de cantonnement, ont aidé à la mise en œuvre des évaluations prévues. L'Afrique occidentale et centrale s'est distinguée en produisant le plus grand nombre de rapports (six) en 2022, contre un total cumulé de cinq au cours des trois années précédentes.

Indicateur clé de performance 5 : qualité des rapports d'évaluations

31. Malgré une baisse nominale de 4 points de pourcentage (un rapport), la qualité des évaluations centralisées et décentralisées reste solide, avec 96 % des rapports évalués en externe comme étant « bons » ou plus, une amélioration significative par rapport aux 50 % de 2014. Sur les 23 rapports d'évaluation, 13 (57 %) ont été jugés « très bons » et neuf (39 %) « bons ». La qualité des évaluations a été maintenue grâce au déploiement d'une approche pluridimensionnelle comprenant une solide assurance qualité, la présélection de consultants externes, la mise à disposition d'outils et d'orientations, ainsi que de nombreuses initiatives internes de renforcement des capacités d'évaluation.

Figure 3
Qualité des évaluations, par région, 2022



Source : Évaluation indépendante de la qualité des rapports d'évaluation

Indicateur clé de performance 6 : taux de rapports d'évaluation achevés publiés sur la base de données d'évaluation du FNUAP

32. Comme les années précédentes, toutes les évaluations centralisées et décentralisées réalisées au niveau des programmes, ainsi que leur évaluation externe de la qualité, ont été rendues publiques dans la base de données du Bureau de l'évaluation. Les évaluations centralisées sont publiées sur le site Web du Bureau de l'évaluation et, pour faciliter davantage l'utilisation des résultats, elles sont partagées par le biais d'un message adressé à l'ensemble des membres du personnel et à la communauté d'évaluation au sens large, y compris aux membres du GNUE.

Indicateur clé de performance 7 : évaluations accompagnées de réponses de la direction

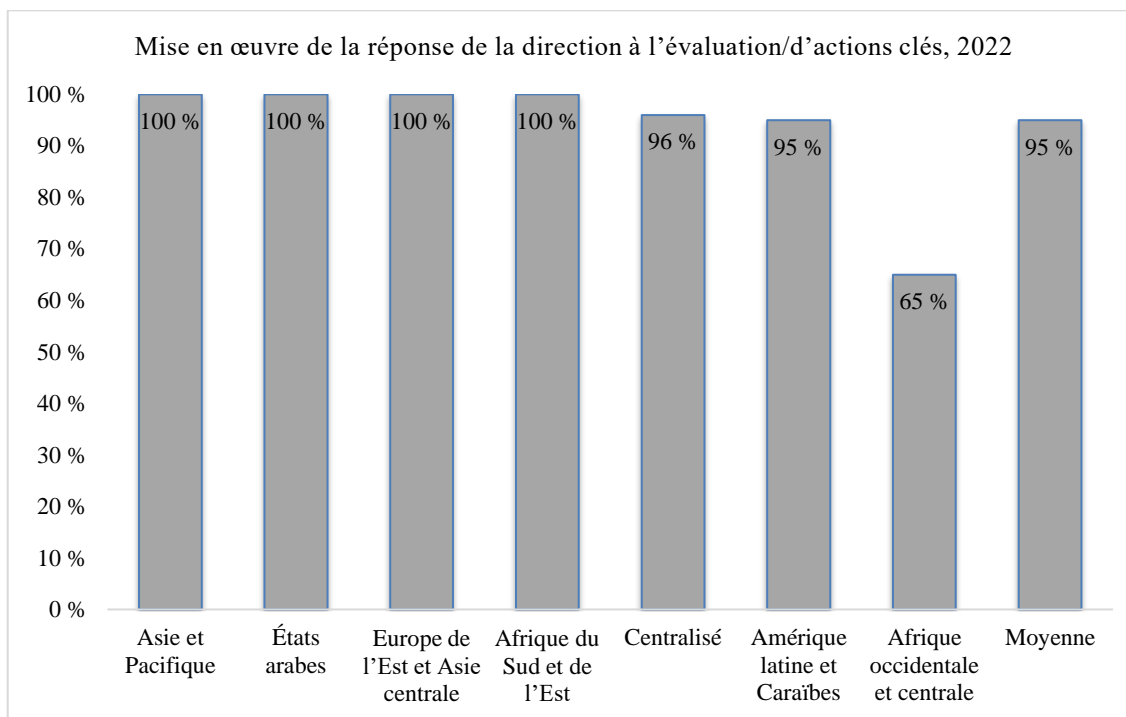
33. La réponse de la direction à l'évaluation offre un mécanisme clé pour donner suite aux recommandations de l'évaluation à différents niveaux, dans le but d'améliorer la performance, l'efficacité et l'efficience du programme. Dans le prolongement de cette tendance, des réponses de la direction ont été soumises pour toutes (100 %) les évaluations des programmes d'organisation et décentralisées, ce qui témoigne de la réalisation constante de l'objectif depuis 2014.

Indicateur clé de performance 8 : taux de mise en œuvre des réponses de la direction

34. Grâce aux nombreuses mesures que la Division des politiques et de la stratégie du FNUAP a mises en place au fil des années ; notamment (a) l'ajout de deux indicateurs de suivi des évaluations dans le tableau de bord de l'organisation ; (b) le renforcement des orientations de l'organisation ; et (c) une approche de suivi plus individualisée, le FNUAP a atteint un taux d'exécution annuel de 95 % en 2022, soit cinq points de pourcentage de plus que l'objectif du Plan stratégique 2022-2025.

35. En outre, le taux d'exécution des recommandations centralisées, qui, pendant de nombreuses années, a été inférieur au taux global des régions et de l'organisation, a atteint 96 % en 2022, soit le taux le plus élevé depuis 10 ans.

Figure 4
Mise en œuvre de la réponse de la direction à l'évaluation/d'actions clés, 2022



Source : Systèmes de suivi des réponses de la direction du FNUAP

Indicateur clé de performance 9 : Utilisation de l'évaluation dans l'élaboration des programmes

36. Les enseignements tirés des évaluations ont continué d'éclairer les actions et les décisions, y compris l'élaboration de nouveaux programmes de pays. En 2022, comme l'a indiqué le Comité d'examen des programmes, tous les nouveaux descriptifs de programme de pays (100 pour cent) qui ont été soumis au Conseil d'administration à des fins d'approbation ont été enrichis par des données probantes issues des évaluations. Il s'agit d'une amélioration significative par rapport à 2018, où seulement 78,9 % des DPP répondaient à cette exigence.

37. Afin de faciliter le dialogue stratégique fondé sur des données probantes pour la nouvelle programmation, le Bureau de l'évaluation a contribué à ce que les résultats et les enseignements des évaluations soient pris en compte dans l'orientation stratégique et la formulation des nouveaux programmes de pays en participant aux dialogues stratégiques et aux délibérations du Comité d'examen des programmes. Comme en témoignent les récents livres blancs sur le dialogue stratégique et les DPP, les EPP ont fourni des informations utiles pour définir l'orientation stratégique et les priorités des programmes de pays. Cependant, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour répondre systématiquement aux preuves dans les domaines où le FNUAP doit soit faire plus, soit travailler différemment pour atteindre les trois résultats transformateurs.

Indicateur clé de performance 10 : Pourcentage d'évaluations centralisées, conjointes et à l'échelle du système

38. Confirmant l'engagement actif du Bureau de l'évaluation pour renforcer la cohérence des évaluations au sein du système des Nations Unies, 61 % (11 sur 16) des évaluations centralisées sont réalisées conjointement ou à l'échelle du système.

D. Évaluations centralisées

39. Pour renforcer davantage les évaluations centralisées, leur qualité et leur utilisation, le Bureau de l'évaluation a continué à veiller à ce que les évaluations : (a) soient réactives et pertinentes aux demandes et aux besoins des utilisateurs ; (b) s'adaptent à l'environnement externe, notamment à la pandémie de COVID-19 ; (c) soient innovantes

dans les approches et les pratiques pour répondre à des environnements dynamiques ; et (d) soient mises en œuvre en temps opportun.

Mise en œuvre complète et opportune des évaluations centralisées

40. Conformément au plan d'évaluation quadriennal budgétisé, le Bureau de l'évaluation a entrepris un large éventail d'évaluations couvrant une diversité adéquate de domaines d'intérêt spécifiques afin d'éclairer les perspectives de l'organisation.

41. En décembre 2022, le taux d'exécution des évaluations centralisées pour la période était de 100 %, toutes les évaluations ayant été achevées ou en voie de l'être selon le calendrier établi. L'état d'avancement des évaluations centralisées prévues est présenté dans le tableau 3 ci-dessous.

Tableau 3
État d'avancement de la mise en œuvre des évaluations centralisées planifiées et d'autres études d'évaluation, 2022-2023

#	Titre	Degré d'avancement	Réponse de la direction émise	Présentation au Conseil d'administration/aux comités directeurs
1	Évaluation de l'engagement du FNUAP dans la réforme du système des Nations Unies pour le développement	Terminé	Oui	Présentée au Conseil d'administration lors de la première session ordinaire de 2023
2	Évaluation de l'appui du FNUAP aux adolescents et aux jeunes	Terminé	Oui	Présentée au Conseil d'administration lors de la session ordinaire annuelle de 2023
3	Évaluation de l'appui du FNUAP à la dynamique et aux données démographiques : y compris les liens avec le vieillissement, la faible fécondité, le dividende démographique et la résilience démographique	Terminé	Oui	Présentée au Conseil d'administration lors de la session ordinaire annuelle de 2023
4	Métasynthèse à l'échelle du système pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie des Nations Unies pour la jeunesse (partie 2 sur le renforcement de la paix et de la résilience)	Terminé	Non*	À présenter au groupe de travail technique pour la jeunesse du Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général en 2023
5	Évaluation humanitaire interinstitutions (IAHE) de la réponse humanitaire à la pandémie de COVID-19	Terminé	Pas encore	Devra être présenté au CPI en 2023
6	Étude de faisabilité de l'impact du programme conjoint FNUAP-UNICEF pour mettre fin au mariage des enfants	Sur la bonne voie	Non*	À présenter au Comité directeur sur le mariage des enfants en 2023
7	Synthèse à l'échelle du système sur l'ODD 5	Sur la bonne voie	Non*	Achèvement prévu en 2023
8	Évaluation formative de la résilience organisationnelle du FNUAP à la lumière de sa réponse à la pandémie de COVID-19	Sur la bonne voie	Pas encore	Achèvement prévu en 2023

9	Évaluation à l'échelle du système de l'intégration du VIH dans les soins de santé primaires	Sur la bonne voie	Pas encore	Achèvement prévu en 2023
10	Évaluation à l'échelle du système de l'ODD 3 - action mondiale	Sur la bonne voie	Pas encore	Achèvement prévu en 2024
11	Évaluation humanitaire à l'échelle du système - spécifique à une crise (Ukraine ⁷)	Sur la bonne voie	Pas encore	Achèvement prévu en 2024
12	Évaluation du Plan stratégique 2022-2025 du FNUAP	Sur la bonne voie	Pas encore	Achèvement prévu en 2024
13	Synthèse à l'échelle du système des données probantes relatives aux ODD - Pilier sur le partenariat	Sur la bonne voie	Non*	Achèvement prévu en 2024

* Les réponses de la direction ne sont émises que pour les évaluations, et non à des fins de méta-analyses et d'examen de l'évaluabilité.

Innovation dans les approches d'évaluation - engagement significatif des jeunes dans l'évaluation et exploration de l'intelligence artificielle pour améliorer l'efficacité

42. Dans l'esprit de la politique d'évaluation du FNUAP visant à impliquer les jeunes de manière significative, le Bureau de l'évaluation a piloté un Comité directeur pour la jeunesse afin d'accompagner l'évaluation formative du soutien du FNUAP aux adolescents et aux jeunes. Cette approche innovante a permis de garantir la participation des jeunes à toutes les phases de l'exercice en tant que co-conseillers et co-décideurs, ce qui a grandement contribué à renforcer la pertinence, la qualité et la crédibilité de l'exercice. L'engagement des jeunes a également permis d'amplifier leur voix et leurs points de vue tout en renforçant leurs capacités de leadership en créant un espace leur permettant d'influencer la prise de décision. En outre, le Bureau de l'évaluation s'est associé à EvalYouth pour recruter de jeunes évaluateurs afin de participer à la collecte de données pour les études de cas nationales. En travaillant aux côtés d'évaluateurs chevronnés, les jeunes évaluateurs ont pu renforcer leurs propres capacités techniques en matière d'évaluation tout en contribuant de manière substantielle à l'exercice global.

43. Le Bureau de l'évaluation étudie des moyens innovants d'exploiter l'intelligence artificielle pour accroître l'efficacité et l'efficacités de l'ensemble de la fonction d'évaluation, y compris la conduite, la gestion, la communication et la facilitation de l'utilisation des évaluations, ainsi que pour l'extraction et la synthèse efficaces, solides et opportunes des données probantes. En collaboration avec d'autres unités opérationnelles, le Bureau de l'évaluation prépare une étude de faisabilité dans ce domaine.

44. Grâce à son approche fortement axée sur l'apprentissage et l'utilisation, le Bureau de l'évaluation a expérimenté une discussion sous forme d'atelier afin de cocréer et de valider des recommandations pour des évaluations centralisées. Cette approche s'est avérée efficace pour garantir que les recommandations sont pertinentes et exploitables, tout en veillant à ce qu'elles découlent logiquement de conclusions collectées, analysées et présentées de manière indépendante.

E. Utilisation des évaluations centralisées pour favoriser le changement

45. Le Bureau de l'évaluation rend compte non seulement de la mise en œuvre des actions convenues pour répondre aux recommandations des évaluations, mais également de la manière dont la mise en œuvre des recommandations générées par les évaluations centralisées a joué un rôle déterminant dans l'amélioration des politiques, des stratégies

⁷ Lorsque le Conseil d'administration a approuvé le plan d'évaluation quadriennal budgétisé (2022-2025) lors de sa première session annuelle en 2022, la crise spécifique à évaluer devait encore être confirmée. Au début de l'année 2023, le Groupe d'évaluation humanitaire interinstitutions a identifié l'Ukraine comme la crise à évaluer.

et des programmes. Ce rapport présente une vision plus globale de l'utilisation stratégique des évaluations centralisées.

Évaluation du soutien apporté par le FNUAP à la réponse au VIH (2016-2019)

46. L'évaluation, achevée en 2020, a guidé l'élaboration du document « Sûr et satisfaisant : une stratégie du FNUAP pour améliorer la santé sexuelle en intégrant la prévention du VIH et des IST dans les programmes et les services 2022-2025 », et a étayé le rôle du FNUAP dans la répartition des tâches d'ONUSIDA et ses contributions à la Stratégie mondiale de lutte contre le sida, 2021-2026. Dans un contexte de diminution des ressources allouées à la lutte contre le VIH, l'évaluation a permis de cibler le travail lié au VIH et au sida du personnel aux niveaux mondial, régional et national, notamment en établissant des partenariats et en soutenant les réseaux. L'accent a été mis sur l'interconnexion et l'intégration de la santé et des droits sexuels et procréatifs, du VIH et de la violence sexuelle et fondée sur le genre dans le contexte de l'ensemble des mesures relatives à la santé et aux droits sexuels et procréatifs, et sur le positionnement du statut du VIH/sida comme l'un des facteurs les plus importants dans le cadre de l'initiative « Ne laisser personne pour compte » du FNUAP. L'évaluation a guidé les relations générales du FNUAP avec le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et d'autres partenaires clés. Par exemple, sa recommandation selon laquelle le FNUAP devrait affirmer son leadership dans la programmation globale des préservatifs a inspiré l'initiative stratégique sur les préservatifs entreprise par le FNUAP et l'ONUSIDA pour le Fonds mondial. Sur la base des résultats de l'évaluation sur la coordination et la durabilité, le FNUAP a également continué à co-organiser la Coalition mondiale pour la prévention du VIH avec l'ONUSIDA.

Évaluation conjointe du programme conjoint FNUAP-UNICEF sur l'élimination des mutilations génitales féminines : accélération du changement, phase III (2018-2021)

47. L'évaluation, achevée en 2021, a guidé le développement de la phase IV (2022-2030) du Programme conjoint, y compris l'intégration d'une solide approche humanitaire, de développement et de paix. En réponse aux recommandations de l'évaluation, le financement innovant a été introduit comme l'un des domaines d'intérêt du Programme conjoint. L'évaluation a également conduit à un renforcement de l'utilisation des mécanismes des droits de l'homme comme l'un des principes fondamentaux pour faire progresser la responsabilisation des parties prenantes dans l'élimination des mutilations génitales féminines, y compris l'évaluation et la documentation de l'efficacité des déclarations publiques d'abandon des mutilations génitales féminines et des systèmes de surveillance au niveau de la communauté.

F. Système d'évaluation décentralisé

48. En 2022, 21 évaluations décentralisées au niveau des programmes ont été réalisées, générant des données probantes spécifiques à chaque pays et pertinentes pour l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de pays. Cependant, cela met également en évidence la difficulté d'assurer la réalisation en temps opportun d'évaluations décentralisées de haute qualité. Pour relever ce défi, le Bureau de l'évaluation, la Division des politiques et de la stratégie et les bureaux régionaux ont continué à collaborer pour mettre en place des systèmes destinés à améliorer les évaluations décentralisées.

Systèmes pour améliorer la qualité, la crédibilité et l'utilisation d'évaluations décentralisées

49. Le Bureau de l'évaluation a maintenu un système efficace d'assurance et de contrôle de la qualité des évaluations, contribuant ainsi à l'amélioration de la qualité et de la crédibilité des évaluations. Compte tenu de la diversité, en termes de complexité des contextes et de capacité des bureaux, le Bureau de l'évaluation a fourni un soutien technique ciblé et une aide à l'assurance qualité à des phases clés des processus d'évaluation des programmes de pays. En outre, le Bureau de l'évaluation a intensifié son soutien à la promotion et à la communication des résultats des EPP par le biais d'une série d'activités, en renforçant l'apprentissage organisationnel et le partage des connaissances. Le Bureau de l'évaluation a également continué à affiner une approche basée sur les droits de l'homme et sensible au genre dans les évaluations grâce à ses dernières orientations pour intégrer les dimensions « ne laisser personne pour compte »⁸ et atteindre les personnes marginalisées, et pour intégrer des normes sociales et environnementales⁹ dans les évaluations du FNUAP.

⁸ <https://www.unfpa.org/admin-resource/guidance-integrating-principles-leaving-no-one-behind-and-reaching-furthest-behind>

⁹ https://www.unfpa.org/sites/default/files/admin-resource/Guidance_integrating_SES_in_eval.pdf

50. Afin d'assurer la planification stratégique des évaluations décentralisées, le FNUAP a continué de planifier les évaluations au moyen de plans d'évaluation chiffrés pluriannuels alignés sur les cycles de programme de pays. En 2022, tous les nouveaux programmes de pays présentés au Conseil étaient accompagnés de plans d'évaluation chiffrés examinés par le Bureau de l'évaluation.

51. Le mécanisme de cantonnement mis en place afin de garantir un mécanisme de financement durable pour les évaluations des programmes de pays a été maintenu, ce qui a permis la mise en œuvre de toutes les évaluations des programmes de pays comme prévu. Grâce à ce système, des fonds adéquats sont réservés dans le système d'allocation des ressources afin d'être utilisés exclusivement pour les évaluations de programme de pays. Ces mécanismes et d'autres se sont révélés utiles pour assurer un financement sûr et adéquat des évaluations décentralisées au niveau des programmes.

Développement de la capacité d'évaluation interne

52. Pour fournir des conseils détaillés sur la conception et la gestion des évaluations de programmes de pays, le Bureau de l'évaluation a, au fil des années, élaboré un cadre méthodologique complet composé d'un manuel, d'un kit de gestion, de notes d'orientation thématiques basées sur les problèmes, d'un cours en ligne sur l'évaluation et d'une stratégie visant à améliorer l'utilisation des évaluations par le biais de la communication et de la gestion des connaissances.

53. En 2022, le Bureau de l'évaluation, en collaboration avec les bureaux régionaux, a utilisé des solutions personnalisées pour renforcer davantage la capacité d'évaluation, en accordant une attention particulière aux bureaux dont les capacités sont insuffisantes. Dans le cadre de l'amélioration des méthodologies et du renforcement des capacités, le Bureau de l'évaluation, en collaboration avec les bureaux régionaux, a mis en place un kit de gestion de l'évaluation des programmes de pays et a organisé une série d'ateliers pour permettre au personnel des bureaux de pays d'acquérir des connaissances pratiques sur la manière d'utiliser les modèles, les outils et les lignes directrices du kit. Le kit a réussi à fournir un ensemble commun d'orientations et d'outils prêts à l'emploi, dont l'adaptation a été démontrée dans plusieurs évaluations de programmes de pays. Parallèlement, le Bureau de l'évaluation a entrepris de réorganiser le cadre méthodologique pour les évaluations des programmes de pays afin de fournir des orientations plus conviviales et plus pratiques aux fonctionnaires pour le suivi et l'évaluation, aux centres de liaison et aux évaluateurs indépendants pour la réalisation des évaluations des programmes de pays. Le cadre méthodologique révisé et le kit de gestion de l'EPP, associés à un soutien ciblé au renforcement des capacités d'évaluation, devraient permettre d'améliorer encore la qualité et l'utilité des rapports d'évaluation.

54. Le Bureau de l'évaluation, en collaboration avec les bureaux régionaux, a également organisé une série d'événements d'apprentissage et de webinaires régionaux, réunissant des représentants, des représentants adjoints, des fonctionnaires pour le suivi et l'évaluation et des centres de liaison, ainsi que des chargés de communication des bureaux de pays dans les régions. Au total, plus de 300 membres du personnel ont bénéficié de ces possibilités d'apprentissage dans les différentes régions.

III. Renforcer la cohérence entre les fonctions d'évaluation du système des Nations Unies

55. Dans le cadre de son engagement en faveur de la réforme du système des Nations Unies pour le développement, le Bureau de l'évaluation renforce la cohérence entre les fonctions d'évaluation dans l'ensemble du système des Nations Unies en s'engageant et en collaborant activement avec d'autres institutions au moyen d'évaluations conjointes et à l'échelle du système, ainsi qu'avec le réseau du GNUE.

G. Évaluations conjointes et à l'échelle du système

56. Le FNUAP a continué à tirer parti des possibilités offertes par la mise en œuvre en cours de la réforme des Nations Unies en maintenant son engagement dans les évaluations à l'échelle du système et conjointes aux niveaux mondial et décentralisé. Le Bureau de l'évaluation a continué à co-diriger l'évaluation humanitaire interinstitutions de la réponse humanitaire au COVID-19, avec une série de partenaires mondiaux : l'ALNAP, InterAction, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Comité directeur pour l'action humanitaire (SCHR), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance

(UNICEF), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) (présidence).

57. Le Bureau de l'évaluation soutient également la coordination et l'échange de bonnes pratiques à l'échelle du système sur l'adaptation des fonctions d'évaluation à la pandémie, en tant que membre du Groupe de travail du GNUE sur la COVID-19 et de la Coalition mondiale pour l'évaluation de la COVID-19, qui rassemble des unités d'évaluation des États membres, des institutions multilatérales et des organismes des Nations Unies.

58. Le FNUAP est un membre actif de la Coalition mondiale pour les données probantes des ODD, créée par le PNUD en 2022. La Coalition est composée de 37 organisations des Nations Unies, bilatérales et multilatérales et de réseaux d'évaluation. En tant que membre du groupe de gestion, le Bureau de l'évaluation participera à quatre des cinq « piliers » de la synthèse des données probantes : les partenariats, les populations, la planète et la paix. Les synthèses visent à fournir des données probantes et des enseignements en vue de formuler des recommandations politiques pour accélérer la réalisation des ODD d'ici à 2030. La première synthèse, sur les partenariats, à partir de 2022, servira de pilote pour les quatre autres exercices. Les rapports de synthèse, qui contiennent des conclusions et des recommandations, devraient être présentés au Forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2023. En outre, le FNUAP est également membre du groupe de gestion de la synthèse de l'ODD 5 sur l'égalité des genres menée par ONU-Femmes.

59. Reflétant le mandat du FNUAP en matière de jeunesse, le Bureau de l'évaluation a co-dirigé, avec le Bureau de l'évaluation de l'UNICEF, et avec la participation du réseau mondial EvalYouth, du Bureau de l'envoyé du Secrétaire général des Nations Unies pour la jeunesse, du Bureau de soutien à la consolidation de la paix du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix des Nations Unies, de l'OIM, du PNUD, de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, ainsi que des organisations dirigées par des jeunes, l'United Network of Young Peacebuilders, la circonscription des enfants et des jeunes (YOUNGO) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ; la deuxième synthèse à l'échelle du système de la Stratégie des Nations Unies pour la jeunesse (Jeunesse 2030), saisissant ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas dans les interventions des Nations Unies en faveur de la jeunesse, en mettant l'accent sur la consolidation de la paix et le renforcement de la résilience. Le rapport informera et guidera les prochains programmes pour les jeunes en matière de consolidation de la paix et de renforcement de la résilience, afin d'accélérer la mise en œuvre de la stratégie Jeunesse 2030. Il s'agit d'un cadre à l'échelle du système sur la manière dont les Nations Unies devraient élaborer des programmes pour, avec et aux côtés des jeunes.

60. Le FNUAP a continué d'obtenir de bons résultats par rapport aux indicateurs clés de performance définis dans le Pacte de financement des Nations Unies, en rendant 100 % des évaluations centralisées disponibles sur le site web du GNUE. En ce qui concerne les évaluations conjointes ou à l'échelle du système, le FNUAP a continué à dépasser de manière significative son engagement (en collaborant à au moins une évaluation), puisque 61 % (8 sur 13) des évaluations centralisées sont des évaluations conjointes ou à l'échelle du système.

H. Le Groupe des Nations Unies pour l'évaluation et les groupes régionaux d'évaluation

61. Le Bureau de l'évaluation a continué à participer au GNUE, notamment en contribuant activement à la mise en œuvre du programme de travail annuel du GNUE. En tant que membre du groupe de travail sur le genre, le handicap et les droits de l'homme, le Bureau de l'évaluation a contribué à l'examen de la proposition de révision des orientations sur l'intégration des droits de l'homme et de l'égalité des genres, sur la base de l'analyse des lacunes réalisée en 2022. Dirigés par des consultants et un groupe restreint comprenant le Bureau de l'évaluation, les travaux de révision des orientations sont en cours et devraient être terminés d'ici la fin de l'année 2023.

62. Le Bureau de l'évaluation a coprésidé le Groupe d'intérêt de la synthèse du GNUE et, dans le cadre de ses efforts pour favoriser les échanges de bonnes pratiques, a présenté son approche du renforcement des capacités et le cadre méthodologique connexe pour l'évaluation des programmes de pays au Groupe d'intérêt sur l'évaluation décentralisée du GNUE. Le Bureau de l'évaluation a également participé à plusieurs autres groupes de travail tels que le partenariat, l'utilisation de l'évaluation et la professionnalisation. Pour mieux coordonner et échanger les pratiques entre les membres du GNUE sur les données et l'utilisation de l'intelligence artificielle, le Bureau de l'évaluation co-dirige, avec le PNUD, un groupe de travail du GNUE sur ce sujet et, avec l'UNICEF, un groupe de travail sur les jeunes professionnels de l'évaluation.

63. En outre, le FNUAP continue de co-diriger ou de contribuer activement aux groupes d'évaluation régionaux des Nations Unies.

I. Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes ainsi que l'intégration de l'inclusion du handicap

64. Pour la quatrième année consécutive, le FNUAP a « dépassé les exigences » de l'indicateur de performance de l'évaluation sur l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes, avec un score de 10,5. La majorité des évaluations examinées en 2022 « répondaient aux exigences » (83 %, 20 rapports), avec seulement trois rapports « s'approchant des exigences » et aucun avec « des exigences manquantes ». En outre, le lancement de l'évaluation centralisée du soutien du FNUAP à l'égalité de genre et à l'autonomisation des femmes a placé le FNUAP dans la catégorie « exigences dépassées ». Bien que la manière dont le handicap a été abordé varie, toutes les évaluations réalisées en 2022 comportaient un certain niveau d'analyse sur la mesure dans laquelle le programme examiné prenait en compte les personnes en situation de handicap.

65. Le Bureau de l'évaluation a lancé en 2022 une orientation sur « l'intégration de l'approche « ne laisser personne pour compte » dans les évaluations », visant à approfondir l'intégration significative des principes « ne laisser personne pour compte » et des facteurs de vulnérabilité dans toutes les évaluations du FNUAP.

J. Évaluations conjointes et évaluations du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable

66. Dans l'esprit du programme de réforme des Nations Unies, le FNUAP, en collaboration avec d'autres agences, des équipes de pays des Nations Unies et des mécanismes régionaux, a soutenu activement les évaluations du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF) en fournissant un soutien technique, une assurance qualité ou un soutien financier. Les pays ayant reçu un soutien en 2022 sont le Bhoutan, la Bolivie, le Cambodge, la République centrafricaine, la Colombie, l'Équateur, le Gabon, l'Inde, l'Indonésie, le Malawi, la Mauritanie, la Moldavie, le Niger, le Nigeria, le Sénégal et les Philippines, ainsi que les États et territoires insulaires du Pacifique. Le Bureau de l'évaluation a également co-dirigé l'évaluation du programme de pays commun du Cap-Vert, en collaboration avec les bureaux de l'évaluation du PNUD et de l'UNICEF. Cette collaboration a permis d'expérimenter la façon dont les différentes agences peuvent travailler ensemble pour mettre en œuvre des évaluations efficaces de programmes de pays conjoints ou communs.

67. Étant donné les avantages d'une approche commune pour la responsabilisation et l'apprentissage collectifs, plusieurs évaluations ont été gérées conjointement avec d'autres agences des Nations Unies en 2022. Douze évaluations décentralisées ont été menées conjointement avec l'OIT, l'OIM, le HCDH, l'UNICEF, le PNUD, les bureaux de coordination résidents des Nations Unies, ONU-Femmes, le PAM et l'OMS. Il s'agit notamment d'évaluations conjointes au Bangladesh, au Gabon, en Géorgie, au Kirghizstan, en Indonésie, au Malawi, au Niger, au Pakistan, aux Philippines et en Ouzbékistan. Au Nigeria, le FNUAP a participé à l'évaluation de la modalité de mise en œuvre du programme « Unis dans l'action » des Nations Unies dans certains États du pays. Au niveau régional, le FNUAP, conjointement avec ONU-Femmes, s'est engagé dans l'évaluation de l'initiative « EU 4 Gender Equality » dans la région de l'Europe de l'est et de l'Asie centrale. Le bureau sous-régional du Pacifique du FNUAP a participé à l'examen à mi-parcours du Fonds de stratégie des Nations Unies pour le Pacifique.

68. En plus d'être impliqués dans l'UNSDCF et les évaluations conjointes, les bureaux du FNUAP se sont activement engagés dans les groupes de suivi et d'évaluation des équipes de pays des Nations Unies dans 19 pays et y ont joué un rôle de premier plan.

IV. Partenariats multipartites pour le renforcement des capacités d'évaluation nationales

69. Le FNUAP a continué de s'associer avec d'autres parties prenantes importantes, notamment des entités des Nations Unies, afin de renforcer les capacités nationales d'évaluation, conformément aux résolutions 69/237 (renforcement des capacités en vue de l'évaluation des activités de développement au niveau des pays), 70/1 (approbation du Programme 2030) et 71/243 (examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies) de l'Assemblée générale, ainsi qu'à sa politique d'évaluation.

70. Le Bureau de l'évaluation a poursuivi sa participation active à des coalitions mondiales d'évaluation, notamment (a) au Comité exécutif d'EvalPartners, qui représente le système des Nations Unies en collaboration avec le PAM, (b) au Groupe de gestion EvalGender+, qui représente le système des Nations Unies en collaboration avec ONU-Femmes ; (c) au Comité de mise en œuvre de l'initiative d'évaluation globale ; et (d) au comité d'organisation du Forum mondial de l'évaluation.

71. Le Bureau de l'évaluation a continué à co-diriger la campagne Eval4Action aux niveaux mondial et régional. En Asie et dans le Pacifique, le Bureau de l'évaluation et le bureau régional ont soutenu l'Association d'évaluation de l'Asie et du Pacifique, EvalYouth Asia et le Forum asiatique de parlementaires pour l'évaluation dans la mise en place de la stratégie d'évaluation régionale. Il s'agit notamment : (a) de l'organisation d'un sommet semestriel et d'une série d'ateliers avec les VOPE sur la professionnalisation de l'évaluation ; (b) d'enquêtes sur les politiques et systèmes nationaux d'évaluation et sur les pratiques de suivi et d'évaluation des ODD ; (c) du soutien à un consortium d'institutions académiques dans l'enseignement du suivi et de l'évaluation ; (d) de l'organisation de la troisième école d'hiver pour les évaluateurs jeunes et émergents ; et (e) de l'organisation d'un dialogue régional sur les politiques et systèmes nationaux d'évaluation au cours duquel 14 pays ont présenté leur état d'avancement en la matière.

72. Le Bureau de l'évaluation a continué à soutenir des initiatives et des événements stratégiques dans le but de mobiliser un éventail de parties prenantes et de partager les bonnes pratiques et les enseignements tirés sur la manière de renforcer les systèmes d'évaluation nationaux inclusifs. En Afrique, le Bureau de l'évaluation a soutenu la conférence de l'Association africaine d'évaluation en renforçant les capacités de 100 jeunes évaluateurs grâce à leur participation active aux ateliers et aux sessions de la conférence. En Europe, le Bureau de l'évaluation a organisé trois groupes de discussion lors de la conférence de la Société européenne d'évaluation (SEE), dont (a) un groupe de discussion intitulé « Les suspects inhabituels : de la jeunesse aux parlementaires pour transformer les systèmes d'évaluation », en partenariat avec EvalYouth, le GPFE et la SEE ; (b) un groupe de discussion intitulé « Construire une nouvelle génération d'évaluateurs : le développement de carrière comme outil d'évaluation transformationnelle », en partenariat avec EvalYouth, l'initiative d'évaluation globale, l'initiative de conseil professionnel P2p+ et la SEE ; (c) un groupe de discussion intitulé « Rendre les méthodes d'évaluation innovantes pour informer la transformation : l'expérience des agences des Nations Unies », en partenariat avec le PAM, l'UNICEF et le PNUD. En Asie, le Bureau de l'évaluation a soutenu l'EvalFestival, un événement organisé par la Communauté d'évaluation de l'Inde, au cours duquel 100 jeunes évaluateurs ont bénéficié d'une aide pour participer à des ateliers et à des sessions de conférences.

73. Le Bureau de l'évaluation, en partenariat avec l'Association d'évaluation Asie-Pacifique, a également animé un groupe de discussion intitulé « Institutionnalisation de l'évaluation au niveau national : renforcement des systèmes politiques, sociaux et professionnels » lors de la Semaine asiatique de l'évaluation organisée par la Banque asiatique de développement et la République populaire de Chine. Le Bureau de l'évaluation a également soutenu la Communauté des évaluateurs - Asie du Sud pour renforcer les capacités de 90 jeunes évaluateurs en participant au Conclave de l'évaluation qui s'est tenu en Inde. Un volet présidentiel, intitulé « Repenser l'évaluation en renforçant la participation significative des jeunes à l'évaluation », a été mené lors de la conférence de l'American Evaluation Association (AEA), organisée conjointement par le Bureau de l'évaluation, EvalYouth et l'AEA. En Amérique latine et dans les Caraïbes, le Bureau de l'évaluation a également soutenu la conférence d'évaluation ReLAC 2022 sur le renforcement des capacités des jeunes évaluateurs.

Partenariats multipartites pour améliorer la participation effective des jeunes dans l'évaluation

74. Le Bureau de l'évaluation a continué à promouvoir la participation significative des jeunes à l'évaluation et à renforcer la capacité professionnelle des jeunes évaluateurs et des évaluateurs émergents, comme le prévoit la politique d'évaluation.

75. En partenariat avec l'initiative d'évaluation mondiale de la Banque mondiale, le renforcement des capacités des jeunes évaluateurs a été entrepris dans sept régions en arabe, en français, en russe, en espagnol et en ukrainien. Le Bureau de l'évaluation a également continué à soutenir les priorités stratégiques de Global EvalYouth, notamment en apportant son soutien : (a) au renforcement des capacités des jeunes évaluateurs par le biais de formations, de sessions techniques, d'ateliers pré-conférence et de mentorat ; (b) au développement de matériel de renforcement des capacités ; (c) à la mise en réseau par la participation à des conférences et événements sur l'évaluation ; et (d) à l'offre d'une plateforme à EvalYouth Global pour co-diriger divers groupes de travail et comités directeurs, garantissant la participation des jeunes à la planification et à la mise en œuvre d'initiatives d'évaluation pour la jeunesse.

Partenariats multipartites pour augmenter la demande d'évaluations menées par les pays et l'utilisation de celles-ci par les décideurs nationaux

76. Outre le partenariat avec le GPFE pour co-diriger la campagne Eval4Action, le Bureau de l'évaluation a continué à soutenir le GPFE dans ses activités de sensibilisation des parlementaires, à renforcer la capacité des parlementaires individuels, des forums parlementaires régionaux et du personnel parlementaire à exiger et à utiliser l'évaluation pour une prise de décision fondée sur des données probantes. Le GPFE a lancé le Forum des parlementaires de l'Asie-Pacifique pour l'évaluation en 2022, dans le prolongement de la formation dispensée aux parlementaires en partenariat avec le Programme international de formation à l'évaluation du développement et l'Association d'évaluation de l'Asie-Pacifique en 2021. Le Bureau de l'évaluation a également soutenu la participation active des parlementaires aux conférences d'évaluation. Lors de ces événements, des parlementaires et des membres du personnel parlementaire du Kirghizistan, des Philippines, du Sri Lanka et de l'Ouganda se sont joints aux groupes de discussion et ont partagé leur expérience sur l'utilisation de l'évaluation pour l'élaboration des politiques.

V. Programme de travail du Bureau de l'évaluation en 2023

77. En 2023, le Bureau de l'évaluation poursuivra ses travaux dans quatre domaines de résultats clés. Dans le cadre de la transition post-pandémie vers une nouvelle méthode de travail, le Bureau de l'évaluation continuera de procéder à des ajustements dans les processus et les approches d'évaluation. L'examen par les pairs de la politique d'évaluation sera un exercice essentiel qui éclairera la révision de la politique d'évaluation du FNUAP. À l'issue d'un processus consultatif complet avec toutes les parties prenantes clés, la politique d'évaluation révisée sera présentée au Conseil d'administration lors de sa première session annuelle en 2024.

K. Évaluations centralisées

78. Comme indiqué dans son plan d'évaluation budgétisé quadriennal, le Bureau de l'évaluation gèrera 14 évaluations en 2023/2024.

L. Système d'évaluation décentralisé

79. Le Bureau de l'évaluation continuera de soutenir le renforcement du système d'évaluation décentralisée en fournissant un soutien technique, en assurant la gestion du système d'assurance et de contrôle de la qualité des évaluations et en développant des capacités en matière d'évaluation, y compris celles des jeunes évaluateurs, avec la collaboration des bureaux régionaux. En particulier, le Bureau de l'évaluation déploiera le cadre méthodologique révisé de l'EPP pour renforcer la validité méthodologique afin de garantir que les programmes de pays sont fondés sur des données probantes et peuvent répondre à l'ambition du plan stratégique pour les trois résultats transformateurs.

M. Renforcer la cohérence entre les fonctions d'évaluation du système des Nations Unies

80. Le Bureau de l'évaluation continuera à s'engager activement dans la réforme du système des Nations Unies pour le développement, à prendre une part active dans le GNUE et d'autres initiatives d'évaluation à l'échelle du système. Il continuera également à collaborer avec le groupe directeur de l'évaluation humanitaire interinstitutions (IAHE) et l'ALNAP. Afin de minimiser les chevauchements et d'éviter de surcharger les parties prenantes, le FNUAP recherchera des possibilités d'évaluations conjointes et renforcera sa participation aux évaluations de l'UNSDCF par le biais d'un engagement significatif avec le groupe de travail du GNUE.

N. Partenariats multipartites pour le renforcement des capacités d'évaluation nationales

81. Le Bureau de l'évaluation continuera à co-diriger la campagne Eval4Action, notamment en soutenant la mise en œuvre des normes sur le renforcement de l'engagement significatif des jeunes dans l'évaluation ainsi que la mise en œuvre des plans d'action régionaux en matière d'évaluation afin d'accélérer la réalisation des Objectifs de développement durable. Il continuera également son engagement dans des relations de partenariats multipartites pour le développement des capacités nationales d'évaluation, y compris avec EvalPartners, EvalYouth et le GPFE.

O. Budget pour le plan de travail 2023

82. Le budget total du Bureau de l'évaluation pour 2023 s'élève à 4 606 979 dollars, dont 2 495 383 dollars pour les postes et le développement des capacités et 2 111 596 dollars pour les opérations et les coûts opérationnels connexes.
